



Assemblée générale

Distr. générale
26 juin 2020
Français
Original : anglais/arabe/espagnol

Soixante-quinzième session
Point 103 t) de la liste préliminaire*
Désarmement général et complet

Éducation en matière de désarmement et de non-prolifération

Rapport du Secrétaire général

Résumé

Le présent rapport est soumis en application de la résolution [73/59](#), dans laquelle l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général d'établir un rapport dressant le bilan de l'application des recommandations figurant dans l'étude de l'Organisation des Nations Unies sur l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération et passant en revue les nouveaux moyens de promouvoir cette éducation. Il contient les informations communiquées par des États Membres, des organisations internationales, régionales et non gouvernementales ainsi que par des institutions universitaires sur l'application des 34 recommandations formulées dans l'étude de 2002 ([A/57/124](#)).

* [A/75/50](#).



Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction	3
II. Application des recommandations par les États Membres	3
Cuba	3
Inde	5
Japon	6
Mexique	7
Qatar	10
III. Application des recommandations par l'Organisation des Nations Unies et d'autres organisations internationales et régionales	12
A. Bureau des affaires de désarmement	12
B. Département de la communication globale	15
C. Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement	18
D. Agence internationale de l'énergie atomique	19
E. Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires	19
F. Organisation pour l'interdiction des armes chimiques	20
G. Organisme pour l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine et dans les Caraïbes	20
IV. Application des recommandations par les organisations de la société civile et les organisations non gouvernementales	21
A. Ethics + Emerging Sciences Group de l'Université d'État polytechnique de Californie	21
B. Geneva Centre for Security Policy	22
C. James Martin Centre for Non-Proliferation Studies	22
D. Lawyers Committee on Nuclear Policy	23
E. Maires pour la paix	23
F. Comité des ONG pour le désarmement, la paix et la sécurité	23
G. Nuclear Age Peace Foundation	24
H. Parlementaires pour la non-prolifération nucléaire et le désarmement	24
I. Bateau pour la paix	25
J. Fondation Simons	25
K. Soka Gakkai International	26
L. Centre de Vienne pour le désarmement et la non-prolifération	26
M. Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté	27
N. Youth Arts New York/Hibakusha Stories	27
V. Conclusions	27

I. Introduction

1. Au paragraphe 2 de sa résolution 73/59, intitulée « Étude de l'Organisation des Nations Unies sur l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération », l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général d'établir un rapport dressant le bilan de l'application des recommandations figurant dans l'étude (A/57/124) et passant en revue les nouveaux moyens de promouvoir l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération, et de le lui présenter à sa soixante-quinzième session. La recommandation 32 de l'étude de l'ONU encourageait le Secrétaire général à établir un rapport analogue sur une base biennale.
2. La recommandation 31 de l'étude encourageait notamment les États Membres à informer le Bureau des affaires de désarmement des mesures prises en application des recommandations formulées dans l'étude.
3. Le présent rapport contient les informations recueillies par le Secrétaire général sur l'application de ces recommandations par les États Membres, l'Organisation des Nations Unies et d'autres organisations internationales, régionales et non gouvernementales, et il doit être lu en parallèle avec les 34 recommandations formulées dans l'étude. Conformément aux directives des Nations Unies préconisant de limiter la documentation, les informations figurant dans le présent rapport ainsi que des données supplémentaires ont été publiées sur le site www.un.org/disarmament/education.
4. Comme suite à cette demande, une note verbale a été envoyée aux États Membres, le 23 janvier 2020, pour les inviter à communiquer des informations à ce sujet. Une note verbale révisée a été envoyée aux États Membres le 4 mai 2020, par laquelle le délai de présentation des rapports était prorogé jusqu'au 31 mai 2020. Les réponses reçues sont présentées dans la section II ci-dessous. Toute communication reçue après le 31 mai 2020 sera publiée sur le site Web du Bureau des affaires de désarmement (www.un.org/disarmament/) dans la langue dans laquelle elle aura été présentée. Aucun additif ne sera publié.
5. Dans sa résolution 73/79, l'Assemblée générale a également prié le Secrétaire général de lui présenter, à sa soixante-quinzième session, un rapport sur les activités menées au titre du Programme d'information des Nations Unies sur le désarmement. Le présent rapport doit être lu parallèlement à celui-ci.

II. Application des recommandations par les États Membres

Cuba

[Original : espagnol]
[20 avril 2020]

L'éducation en faveur du désarmement et de la non-prolifération doit être une priorité pour tous les États, car elle constitue un instrument clef pour promouvoir la paix et la sécurité internationales ainsi que le désarmement général et complet.

Sur une scène internationale de plus en plus dangereuse et complexe, nos nations doivent faire face à des défis sans précédent : multiplication des guerres, reprise de la course aux armements, aggravation des guerres non classiques, des actes d'agression, des sanctions unilatérales, de la manipulation et de la politisation des droits humains et du mépris pour le droit à l'autodétermination des peuples.

Cuba reconnaît, dans ses programmes d'éducation et de formation à long terme, la nécessité d'inculquer à sa population, en particulier aux enfants et aux jeunes, une culture de la paix qui favorise le désarmement général et complet sans négliger la défense du pays, conformément aux instruments internationaux pertinents auxquels celui-ci est partie.

Les arsenaux nucléaires compromettent la paix et la sécurité internationales et représentent une menace pour l'avenir de l'humanité. C'est pourquoi, considérant le désarmement nucléaire comme un objectif absolument prioritaire, Cuba a signé et ratifié sans tarder le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires.

Rien ne justifie que les doctrines militaires envisagent de recourir à ce type d'armement. Cuba se félicite que ce nouveau traité interdise expressément la menace de l'emploi des armes nucléaires.

Aujourd'hui, la société cubaine est mieux informée des questions relatives au désarmement, à la non-prolifération et au maintien de la paix. Des messages d'intérêt public sur la question sont diffusés via les moyens de communication de masse, notamment à l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination totale des armes nucléaires, célébrée, chaque année, le 26 septembre.

Les centres éducatifs cubains, dans le cadre de leur travail de formation, contribuent également à la prise de conscience par les étudiants de l'importance de la paix, du désarmement et de la non-prolifération.

Les établissements d'enseignement supérieur des Forces armées révolutionnaires informent, dans le cadre de leurs programmes académiques, de la teneur des conventions internationales relatives au désarmement et à la non-prolifération. Pour sa part, le Centre d'études sur le désarmement et la sécurité internationale, qui relève du Ministère des Forces armées révolutionnaires, dispense une formation systématique aux fonctionnaires et autres professionnels qui exercent dans des domaines liés à cette question, leur permettant ainsi d'améliorer leurs compétences en matière de désarmement et de sécurité internationale.

Les organisations non gouvernementales cubaines jouent aussi un rôle important dans l'éducation en matière de désarmement. Movimiento Cubano por la Paz y la Soberanía de los Pueblos organise depuis près de 20 ans, avec la Sociedad Económica de Amigos del País, des ateliers nationaux d'éducation à la paix dans différents centres du système d'enseignement national. De même, l'Asociación Cubana de las Naciones Unidas organise fréquemment des manifestations sur la question.

Le Commandant en chef Fidel Castro, dirigeant historique de la Révolution cubaine, a inlassablement milité, aux niveaux national et international, en faveur du désarmement nucléaire, alertant, dans divers articles et discours, sur les conséquences qu'aurait l'emploi d'armes nucléaires pour la stabilité mondiale et la vie de la planète. Nous sommes convaincus qu'il est essentiel d'informer du danger que représentent ces armes nucléaires pour que la société dans son ensemble en réclame l'élimination totale.

Cuba considère que l'éducation vers une culture de la paix et du désarmement est capitale si l'on veut garantir un avenir plus sûr aux générations futures. L'humanité doit pouvoir envisager un avenir où la majorité des ressources seront utilisées pour financer des secteurs utiles à la société tels que l'éducation, la culture, la santé ou le sport, et non pour doter des budgets militaires de millions de dollars qui ne servent qu'à faire la guerre ; un lendemain où les progrès de la science et de la technologie

tendront au développement durable et non à la mise au point de nouvelles armes, toujours plus modernes, qui menacent l'existence de l'espèce humaine.

Inde

[Original : anglais]

[31 mai 2020]

Consciente de la nécessité de combler l'immense besoin d'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération, l'Inde est résolue à promouvoir l'éducation dans le domaine de la maîtrise des armements, du désarmement et de la non-prolifération, en application de la résolution 71/57 de l'Assemblée générale, intitulée « Étude de l'Organisation des Nations Unies sur l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération », compte tenu de l'accent que le Secrétaire général place sur l'éducation en matière de désarmement dans son programme de désarmement, intitulé « Assurer notre avenir commun : un programme de désarmement ». Afin de contribuer aux objectifs de désarmement et de non-prolifération, l'Inde met en œuvre, depuis 2019, un programme annuel de bourses en matière de désarmement et de sécurité internationale.

Le programme de bourses d'études en matière de désarmement de l'Inde vise à promouvoir et à approfondir le dialogue sur les différents aspects des questions de désarmement et de maîtrise des armements dans le cadre des enjeux de sécurité internationale auxquels la communauté internationale doit faire face aujourd'hui. Croyant fermement en un monde multipolaire, l'Inde a voulu, par ce programme, réunir des participants issus de diverses régions géographiques représentant tous les continents, pour qu'ils enrichissent de leur diversité de points de vue les délibérations, mécanismes et instruments multilatéraux. Le programme a enregistré la participation de jeunes diplomates de 26 et 23 pays en 2019 et 2020, respectivement.

L'Inde est fermement convaincue que le mécanisme de désarmement mondial doit pouvoir s'appuyer, aux niveaux national, régional et international, sur des diplomates qualifiés et formés, capables de négocier et de prendre des décisions sur des questions de sécurité mondiale complexes et existentielles. Par son programme de bourses en matière de désarmement, l'Inde signifie combien elle a à cœur de mieux faire comprendre les questions de désarmement et de non-prolifération grâce à l'éducation, comme indiqué dans le document final de la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement. L'Inde est fermement convaincue que les jeunes sont d'importants artisans de paix et de sécurité internationales et les encourage à contribuer de manière constructive, en tant que citoyens de leur pays et du monde, au dialogue sur le désarmement, et à être réellement des agents de changement. À cette fin, ainsi que pour renforcer les capacités et contribuer résolument aux délibérations et aux négociations sur le désarmement, l'Inde a aussi participé activement aux stages organisés, au fil des ans, dans le cadre du Programme de bourses d'études, de formation et de services consultatifs des Nations Unies en matière de désarmement.

Japon

[Original : anglais]

[31 mai 2020]

Le Japon, seul pays à avoir eu à subir des bombardements nucléaires durant une guerre, est résolu à faire en sorte que l'on n'oublie jamais les tragédies d'Hiroshima et de Nagasaki et leurs conséquences humanitaires. C'est pourquoi le Japon, qui, dans le cadre du programme de désarmement du Secrétaire général, intitulé « Assurer notre avenir commun : un programme de désarmement », se fait le champion de la 38^e action concernant la création d'une plateforme visant à promouvoir la participation des jeunes, attache la plus haute importance à l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération, surtout auprès des jeunes, le but étant d'encourager ceux-ci à penser par eux-mêmes et à agir au niveau national, au sein de la société et à titre individuel, dans les domaines de la sécurité internationale ainsi que du désarmement et de la non-prolifération.

Dans son document final, la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, tenue en 2010, a souligné que l'éducation était un moyen utile et efficace de promouvoir le désarmement nucléaire. Elle y a encouragé tous les États à appliquer les recommandations figurant dans le rapport de 2002 du Secrétaire général concernant l'étude de l'Organisation des Nations Unies sur l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération. Le Japon réaffirme l'importance de ces recommandations et encourage tous les États Membres de l'ONU à les appliquer.

Le Japon juge important de dispenser l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération à toutes et à tous, sans distinction de genre ou d'appartenance générationnelle, de manière inclusive et collaborative, en y associant tous les acteurs concernés dans les États et les régions. Dans son rapport de 2002, le Secrétaire général a mis en exergue l'importance des partenariats entre les gouvernements et les organisations internationales et régionales ainsi que les organisations de la société civile. Le Japon s'est efforcé de promouvoir le dialogue et de renforcer sa coopération avec divers acteurs.

Ces efforts ont notamment porté sur les points suivants :

a) Depuis 1983, le Japon accueille, chaque année, de jeunes diplomates de divers pays, dans le cadre du Programme de bourses d'études, de formation et de services consultatifs des Nations Unies en matière de désarmement ; 958 boursiers ont ainsi séjourné dans le pays et visité Hiroshima et Nagasaki afin de découvrir ce que représente en réalité l'emploi des armes nucléaires.

b) Depuis 1989, le Japon parraine des conférences des Nations Unies sur les questions de désarmement, qui ont lieu dans différentes villes et qui sont l'occasion pour les représentants des États, de l'ONU, des établissements universitaires et de la société civile du monde entier de tenir des débats constructifs.

c) Au cours des préparatifs de la Conférence des Parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires chargée d'examiner le Traité en 2020, le Japon a présenté aux première et troisième sessions du Comité préparatoire de la Conférence d'examen, avec les autres membres de l'Initiative sur la non-prolifération et le désarmement, un document de travail conjoint sur l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération, qui succède au document qu'il avait présenté à la Conférence d'examen de 2015. À la troisième session du Comité préparatoire, le

Japon a par ailleurs fait une déclaration conjointe sur l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération, au nom de 55 pays.

d) Le Japon a publié des livres blancs contenant des renseignements utiles sur le désarmement et la non-prolifération ainsi que des brochures récapitulant les activités qu'il mène sur ces questions.

e) En 2010, le Japon a lancé un programme, intitulé « Porte-parole spéciaux pour un monde exempt d'armes nucléaires », visant principalement à permettre aux rescapés des explosions atomiques (*hibakusha*) de faire entendre leur témoignage direct. En outre, il a lancé, en 2013, un nouveau programme, intitulé « Porte-parole de la jeunesse pour un monde exempt d'armes nucléaires », dans le cadre duquel il est attendu des jeunes qu'ils rendent compte des conséquences tragiques de l'emploi d'armes nucléaires et fassent part de leurs réflexions sur les mesures qu'il serait possible de prendre, par-delà les frontières et les générations. Au 31 mai 2020, 299 porte-parole spéciaux avaient été envoyés à travers le monde, à 101 reprises, ainsi que 405 porte-parole de la jeunesse, à 35 reprises, dans le cadre de ces programmes.

f) Depuis mars 2016, le Japon a organisé, par trois fois, le forum des porte-parole de la jeunesse pour un monde exempt d'armes nucléaires, en vue de redynamiser les activités de ces derniers et de renforcer les réseaux d'anciens élèves porte-parole de la jeunesse, au Japon et ailleurs.

g) Le Japon s'est employé à diffuser plus largement les témoignages des *hibakusha*, notamment en les traduisant dans les 13 langues suivantes : allemand, anglais, espagnol, français, hindi, indonésien, néerlandais, ourdou, polonais, roumain, russe, turc et ukrainien.

h) En mars 2018, le Japon a organisé la projection du film *Nagasaki: Memories of my Son* au Centre international de Vienne (Autriche).

i) Pour donner suite à la recommandation formulée par le Secrétaire général, dans son rapport de 2002, tendant à promouvoir l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération en ayant recours aux nouvelles technologies de l'information et des communications, le Japon a créé une page Facebook, utilisant au mieux les médias sociaux afin de faciliter l'accès de toutes et de tous à la documentation pertinente relative à la non-prolifération et au désarmement nucléaires.

j) En 2015, les villes d'Hiroshima et de Nagasaki, en coopération avec le Gouvernement japonais, ont inauguré, à l'Office des Nations Unies à Vienne, une exposition permanente sur les explosions nucléaires qu'elles ont subies ; cette exposition, comparable à celles qui ont été présentées à New York et à Genève, vise à mieux sensibiliser aux terribles ravages causés par l'emploi d'armes nucléaires.

Mexique

[Original : espagnol]
[20 avril 2020]

Le Mexique juge essentiel de promouvoir les valeurs à défendre, les mesures à prendre et les objectifs à atteindre dans le domaine du désarmement et de la non-prolifération, et d'éduquer dans ces domaines, pour édifier un monde exempt d'armes nucléaires, asseoir une culture de la paix et parvenir à un monde plus sûr.

Pour le Mexique, il est très important que les générations futures disposent des outils nécessaires à l'édification et à la préservation d'un monde pacifique et exempt d'armes.

Ces dernières années, le Mexique a favorisé diverses activités d'éducation et de sensibilisation au désarmement, en particulier au désarmement nucléaire, pour élargir les connaissances et renforcer le dialogue sur la question et pour proposer de nouvelles initiatives en faveur d'un monde exempt de telles armes.

Ainsi, les plans et programmes d'études du Ministère de la défense et du Ministère de la marine comprennent, dans les deux cas, des cours sur le désarmement et la non-prolifération destinés à sensibiliser les enseignants et les étudiants aux incidences pour le pays de la prolifération des armes, principalement des armes légères et de petit calibre. Le Collège de la défense nationale a quant à lui intégré dans sa formation un module intitulé « Risques et menaces pour la sécurité nationale » et une compétence intitulée « Classement du terrorisme et des armes de destruction massive ».

L'Institut Matías Romero (académie diplomatique du Mexique) dispense, dans le cadre de sa formation, des cours sur le désarmement à l'intention des diplomates mexicains, des attachés militaires ou navals et des fonctionnaires fédéraux rattachés au service diplomatique mexicain appelés à servir dans les représentations du Mexique à l'étranger.

Le Ministère de l'éducation, par l'intermédiaire du Département de l'éducation de base, encourage les mesures visant à promouvoir une culture de la paix ainsi que le règlement pacifique des différends.

Le Ministère des affaires étrangères a participé à plusieurs tables rondes, forums et stages organisés par des établissements d'enseignement au Mexique et à l'étranger, faisant des exposés sur le désarmement nucléaire et les conséquences humanitaires de l'emploi des armes nucléaires.

Depuis 2014, le Mexique, en coordination avec le Centre d'études James Martin sur la non-prolifération, l'Organisme pour l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine et dans les Caraïbes (OPANAL) et l'Institut Matías Romero, organise tous les ans un cours d'été sur le désarmement nucléaire et la non-prolifération, à l'intention des diplomates latino-américains et caribéens. Le cours a pour objet de permettre l'analyse, la réflexion et le dialogue sur l'importance du désarmement nucléaire et de la non-prolifération, dans le cadre d'une formation complète portant sur les notions, les technologies et les politiques de base relatives aux armes nucléaires, sur les mécanismes multilatéraux de désarmement nucléaire qui ont donné lieu aux traités relatifs aux armes nucléaires, et sur l'évolution dans ce domaine et les perspectives futures.

Le Mexique estime que cette initiative contribue à la formation, dans la région, de nouveaux experts en désarmement nucléaire, qui contribueront à leur tour à susciter un dialogue sur la question et à mettre sur pied de nouvelles initiatives pour l'édification d'un monde exempt d'armes nucléaires.

Au niveau régional, le Mexique a collaboré avec l'OPANAL dans le cadre du groupe sur l'éducation en matière de désarmement nucléaire et de non-prolifération chargé d'élaborer le cours de l'Organisme sur cette double question.

Dans le cadre de l'Organisation des États américains, le Mexique présente, depuis 2004, une résolution où il est fait référence, d'une manière générale, à

l'importance de promouvoir dans la société une culture de la non-violence et de la paix entre les États.

Depuis 2019, le Ministère des affaires étrangères, le Congrès et la Ville de Mexico, la mairie de Cuauhtémoc et l'OPANAL organisent, chaque année, les célébrations du 14 février commémorant l'ouverture à la signature du Traité visant l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine et dans les Caraïbes, honorant ainsi la contribution et la valeur de cet important instrument.

Ces célébrations s'inscrivent dans le cadre des efforts déployés à l'échelle nationale pour promouvoir, au sein de la société mexicaine, les activités d'éducation vers une culture de la paix et du désarmement. Elles visent notamment à sensibiliser les jeunes au danger que représentent les armes nucléaires pour l'existence même de l'espèce humaine.

Dans le cadre de l'ONU, le Mexique présente tous les deux ans, à la Première Commission de l'Assemblée générale, le projet de résolution intitulé « Étude de l'Organisation des Nations Unies sur l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération ».

Près de 20 ans après l'adoption de la résolution relative à l'étude de l'Organisation des Nations Unies sur l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération, les résultats et recommandations auxquels elle a donné lieu demeurent d'actualité. Les gouvernements doivent s'engager et collaborer avec la société civile et les institutions universitaires à promouvoir l'éducation aux fins du désarmement, de la non-prolifération des armes de destruction massive et de la paix.

À la Première Commission, le Mexique a également été un des auteurs de la première résolution intitulée « Jeunes, désarmement et non-prolifération » (déposée par la République de Corée et adoptée en tant que résolution 74/64 de l'Assemblée générale), qui contient des dispositions importantes sur l'éducation aux fins du désarmement et de la paix.

Le Mexique s'est fait le champion de diverses mesures prises au titre du programme de désarmement du Secrétaire général, en particulier celles relatives à la 38^e action.

La Mission permanente du Mexique auprès de l'Organisation des Nations Unies a en outre poursuivi son programme des délégués de la jeunesse, détachant à la Première Commission des jeunes chargés de participer spécifiquement à l'examen qui y est fait des questions de désarmement et de non-prolifération.

Le Gouvernement mexicain collabore étroitement avec diverses organisations et coalitions de la société civile pour affirmer le caractère essentiel de l'éducation pour les générations actuelles et futures.

L'Universidad Nacional Autónoma de México continue d'organiser des campagnes de sensibilisation au désarmement et à la non-prolifération destinées aux étudiants et universitaires. Son programme de licence en relations internationales inclut un cours consacré au désarmement classique, chimique, biologique et nucléaire.

Enfin, le Mexique continuera d'appeler tous les gouvernements à prendre des mesures visant à promouvoir l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération, car il est convaincu que tous les États peuvent et doivent contribuer à cette cause.

Qatar

[Original : arabe]

[16 avril 2020]

Comme suite à la résolution 73/59 de l'Assemblée générale intitulée « Étude de l'Organisation des Nations Unies sur l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération », le Qatar a pris les mesures suivantes :

1. Par sa décision ministérielle n° 26 de 2004, le Qatar a créé le Comité national pour l'interdiction des armes relevant du Ministère de la défense, qui est notamment compétent pour contrôler l'application des instruments internationaux relatifs au désarmement et sert de point de contact entre le Qatar et les organisations internationales œuvrant dans le domaine de l'interdiction des armes.

2. Par sa décision ministérielle n° 45 de 2007, le Conseil des ministres a élargi les fonctions du Comité national pour l'interdiction des armes, qu'il a chargé d'élaborer et de mettre en œuvre des programmes pertinents pour faire connaître les textes des instruments internationaux relatifs à l'interdiction des armes.

3. Le Qatar a adhéré à bon nombre d'instruments internationaux relatifs à l'élimination des armes de destruction massive et d'autres types d'armes interdites.

4. Afin de promouvoir l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération, le Comité national pour l'interdiction des armes diffuse des informations sur ces instruments et y sensibilise le grand public. Il organise des ateliers annuels de vulgarisation à l'intention des élèves du secondaire, des universités, des facultés privées et des écoles militaires, des fonctionnaires de l'État et des représentants de la société civile, en vue de renforcer les capacités nationales dans ce domaine, comme prévu dans le programme intitulé « Les ambitions du Qatar à l'horizon 2030 ».

5. Le Comité national pour l'interdiction des armes diffuse, en coordination avec les instances compétentes, des informations sur ces instruments et sensibilise le public à des questions ayant trait à l'interdiction des armes sur son site Web (www.ncpw.org.qa).

6. Dans le cadre de ses programmes annuels d'éducation et de sensibilisation, le Comité national pour l'interdiction des armes a créé des prix destinés à encourager les élèves du secondaire et les étudiants d'université à mener des recherches scientifiques et à créer des affiches en vue d'alerter le public aux dangers des armes de destruction massive et autres armes interdites sur le plan international. Les lauréats se voient attribuer d'importantes sommes d'argent. Cela démontre la volonté du Comité national pour l'interdiction des armes de remplir son devoir consistant à affirmer et à soutenir le rôle du Qatar dans le maintien de la paix et de la sécurité internationales. Le Qatar fait ainsi partie des premiers États qui se lancent dans cette expérience aux niveaux national, régional et international.

7. Des conférences de vulgarisation et d'information au sujet des armes biologiques, chimiques et nucléaires et de leurs dangers ont été organisées dans plusieurs établissements secondaires pour filles et garçons. Elles s'inscrivent dans le cadre de l'action menée sur le terrain par le Comité national, qui cherche à sensibiliser les divers groupes de la société, sur leurs lieux de travail, aux dangers des armes de destruction massive et aux instruments relatifs au désarmement et à l'interdiction des armes.

8. Le Comité national a élaboré une brochure de 225 pages intitulée « Les opérations militaires autres que les combats : le désarmement », qui comporte des informations sur les instruments relatifs au désarmement, et un livret de 55 pages intitulé « Activités du Comité national pour l'interdiction des armes : 2011-2013 ». Tous deux ont été distribués au personnel des différentes sections des forces armées et des ministères du Qatar.

9. En 2016, le Comité national a préparé un court exposé sur les armes de destruction massive (nucléaires, chimiques et biologiques) qui sera intégré aux programmes scolaires du secondaire, en coordination avec le Ministère de l'éducation et de l'enseignement supérieur.

10. En 2012, le Qatar a créé, dans le cadre du Comité national pour l'interdiction des armes, le Centre de formation régional de Doha spécialisé dans les accords relatifs aux armes de destruction massive, en collaboration avec l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques. Il propose, aux niveaux local, régional, continental et international, des services d'éducation et de formation dans le domaine du désarmement et de la non-prolifération.

11. En 2015, le Comité national pour l'interdiction des armes a signé un mémorandum d'accord avec l'Université de Georgetown au Qatar et un autre avec l'Université du Qatar. Ces deux mémorandums ont instauré une coopération qui repose sur la participation des élèves et des enseignants des deux universités à des activités et à des travaux de recherche reliant les aspects théorique et pratique, s'agissant des accords relatifs à l'interdiction des armes et de leur rôle dans la promotion de la paix et de la sécurité internationales.

12. Le Comité national pour l'interdiction des armes comptait pour la première fois des étudiants d'université dans les délégations dépêchées aux conférences internationales sur le désarmement, comme suit :

a) En 2016, un étudiant et une étudiante de l'Université de Georgetown au Qatar ont participé à la conférence générale de l'Agence internationale de l'énergie atomique ;

b) En 2016 également, deux étudiantes de l'Université du Qatar ont assisté à la huitième Conférence d'examen de la Convention sur les armes biologiques ;

c) En 2017, quatre étudiants de l'Université du Qatar ont participé à la Conférence d'examen des États parties à la Convention sur les armes chimiques à La Haye et à la Conférence d'examen des États parties à la Convention sur les armes biologiques à Genève ;

d) En 2018, un étudiant de l'Université du Qatar a assisté à la quatrième Conférence d'examen de la Convention sur les armes chimiques à La Haye.

13. En coopération avec le Qatar Debate Center du Qatar Foundation, le Comité national pour l'interdiction des armes a organisé quatre débats publics à l'intention des étudiants d'université du Qatar sur les accords relatifs aux armes de destruction massive (2017-2020) avec la participation de l'Université du Qatar, de l'Université de Georgetown au Qatar, de l'Université Carnegie Mellon au Qatar, du Weill Cornell Medicine au Qatar et de la Sherborne Qatar School.

III. Application des recommandations par l'Organisation des Nations Unies et d'autres organisations internationales et régionales

A. Bureau des affaires de désarmement

[Original : anglais]

6. Le Bureau des affaires de désarmement a continué de s'appuyer sur ses travaux pour promouvoir l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération et s'est notamment employé à poursuivre l'application des recommandations figurant dans l'étude menée par l'Organisation des Nations Unies sur cette question en 2002.

7. Plusieurs éléments ont été ajoutés au site Web consacré à l'éducation en matière de désarmement, notamment un roman historique primé portant sur une jeune fille qui a vécu avec sa famille à Hiroshima (Japon) durant la dernière année de la Seconde Guerre mondiale. Intitulé *The Last Cherry Blossom*, ce récit fictif de Kathleen Burkinshaw est basé sur la vie de la mère de l'auteure, qui, à l'âge de 12 ans, a été témoin de l'horreur de la première bombe atomique du monde.

8. Le Bureau s'est également associé à Hibakusha Stories, une initiative de l'organisation non gouvernementale Youth Arts New York, pour organiser un atelier visant à aider les enseignants des lycées de la ville de New York à encourager leurs élèves à mener une réflexion critique sur les questions liées aux armes nucléaires. Cet atelier de formation des enseignants, tenu au Siège de l'ONU, a notamment vu la participation d'*hibakusha*, qui ont fait des témoignages, et a consisté en une séance d'information sur les avancées réalisées au sein de la Première Commission au cours de la soixante-quatorzième session de l'Assemblée générale et en un exposé sur les effets destructeurs que peut avoir une explosion nucléaire dans une zone urbaine peuplée.

9. Pour compléter sa collection de travaux menés par des étudiants du monde entier, le Bureau a présenté, sur son site Web consacré à l'éducation en matière de désarmement, un second projet entrepris par des élèves du lycée Higashi de Nagasaki (Japon) sur les conséquences des bombardements atomiques tels que vécus par les survivants de cette catastrophe (*hibakusha*).

10. Au cours de la période considérée, des diplomates et autres fonctionnaires de 50 États Membres ont pris part au Programme de bourses d'études des Nations Unies sur le désarmement, une initiative lancée par l'Assemblée générale à sa dixième session extraordinaire, en 1978, et mise en œuvre par le Bureau des affaires de désarmement. Ce programme permet de dispenser une formation spécialisée aux boursiers et continue de contribuer ainsi à renforcer les compétences sur les questions de désarmement, de maîtrise des armements et de non-prolifération, et à faire mieux comprendre les difficultés et les possibilités qui existent dans le domaine du désarmement multilatéral et de la sécurité internationale.

11. Dans le cadre du Programme des experts associés des Nations Unies, le Bureau a continué de donner à des jeunes titulaires de diplômes universitaires des possibilités d'acquérir une expérience professionnelle. En outre, il a formé plus de 25 étudiants des deuxième et troisième cycles de New York, Genève et Vienne grâce au programme de stages de l'ONU en 2018.

12. En 2019, plusieurs étapes ont été franchies dans l'action visant à faciliter l'entrée des jeunes dans le secteur du désarmement. Dans sa résolution [74/64](#) du

12 décembre 2019, intitulée « Jeunes, désarmement et non-prolifération », l'Assemblée générale a réaffirmé que les jeunes apportaient une contribution importante et constructive à la pérennisation de la paix et de la sécurité. En outre, le Bureau a lancé une nouvelle initiative de sensibilisation des jeunes, dénommée Youth4Disarmament, dans le but de mettre des jeunes de divers horizons géographiques en contact avec des experts afin qu'ils en apprennent sur les problèmes de sécurité internationale actuels, l'action de l'ONU et la manière dont ils peuvent s'engager. Dans le cadre de cette initiative, le Bureau a plusieurs fois réuni des jeunes pour qu'ils débattent de la paix et de la sécurité internationales.

13. Grâce au généreux soutien financier du Gouvernement allemand, le Bureau a lancé un appel à candidatures pour le programme de formation « Jeunes champions pour le désarmement », qui permet de donner à 10 jeunes la possibilité d'acquérir des connaissances sur les questions de désarmement et d'effectuer un voyage d'étude de deux semaines à Vienne, à Genève, à Hiroshima ou à Nagasaki.

14. Durant la période considérée, l'antenne de Vienne du Bureau des affaires de désarmement a continué d'accroître sa participation directe à la sensibilisation et à l'éducation au désarmement, à la non-prolifération et à la maîtrise des armements, et a organisé une série d'activités de sensibilisation et de renforcement des capacités à l'intention des jeunes professionnels, en particulier des femmes. De plus, elle a mis en place, sur sa plateforme d'apprentissage en ligne (Disarmament Education Dashboard), une série de cours que les apprenants peuvent suivre au rythme qui leur convient et qui portent sur des questions liées au désarmement et à la non-prolifération, et a continué d'améliorer le contenu et les fonctionnalités de cette plateforme.

15. La plateforme est devenue un outil essentiel utilisé par les apprenants, les partenaires, les donateurs et, de plus en plus, le grand public. Elle permet de créer des cours de formation élémentaires et avancés adaptables en fonction de la demande du public.

16. L'antenne de Vienne a continué de collaborer avec des organisations et entités basées à Vienne dans les domaines du désarmement, de la non-prolifération et de la maîtrise des armements et a notamment facilité la tenue d'une série d'activités de sensibilisation et d'éducation, à l'intention notamment des jeunes professionnels du secteur. Elle a également continué de s'associer avec l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) pour exécuter un programme de renforcement des capacités et de formation en faveur des jeunes professionnels de la région de l'OSCE. Au cours de la période considérée, l'OSCE a, dans le cadre de son programme de bourses pour la paix et la sécurité, accordé des bourses d'études en présentiel à un nombre limité de participants parrainés, en donnant la priorité aux femmes.

17. Tout au long de la période considérée, le Centre régional des Nations Unies pour la paix, le désarmement et le développement en Amérique latine et dans les Caraïbes a travaillé avec les États pour donner aux jeunes les moyens de faire en sorte que leurs espaces éducatifs et récréatifs restent des sanctuaires protégés du fléau de la violence liée aux armes légères.

18. Grâce au suivi des reportages médiatiques, le Centre régional a surveillé les incidents liés aux armes légères dans les écoles de la région, à savoir les actes de violence commis avec des armes ou simplement la présence illégale d'armes dans les écoles. Il a examiné le phénomène croissant de la violence associée aux armes légères dans les écoles de la région, ainsi que les politiques publiques et les mesures

législatives mises en place par les pays pour y faire face. Ce travail a débouché sur la publication d'une étude intégrale sur les stratégies adoptées par les États d'Amérique latine et des Caraïbes pour lutter contre le phénomène des armes légères dans les écoles, ainsi que sur les difficultés et les interventions y relatives. Cette étude a utilement contribué à l'élaboration de programmes bien conçus visant à rendre les États mieux à même de régler le problème et à la création d'une dynamique propice à la transformation sociale.

19. Le Pérou a invité le Centre régional à faire au niveau local le même travail sur le lien entre les armes et les écoles et, à cet égard, à cibler les conseils municipaux de l'éducation et les enseignants, ainsi qu'un réseau de responsables de groupes de jeunes basé à Lima.

20. Le Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Asie et dans le Pacifique a procédé, de mars à novembre 2019, à une évaluation de référence des besoins en matière d'éducation à la paix et au désarmement dans certains États de la région. Cette évaluation visait à déterminer la manière d'aider au mieux les États Membres à mettre l'éducation en matière de désarmement davantage au service de la paix, de la sécurité et du développement durable. Elle a été menée au Bangladesh, aux Îles Salomon, en Indonésie, au Kirghizistan, au Myanmar, au Népal, aux Philippines, à Sri Lanka et au Tadjikistan.

21. L'évaluation de référence a permis d'avoir une compréhension approfondie des lacunes qui existent en matière de connaissances et de programmation dans les pays visés. Elle a également mis au jour des thèmes et des besoins qui se faisaient sentir aux niveaux sous-régional et régional, dont l'intégration de l'éducation au désarmement et l'organisation de campagnes de sensibilisation, l'élaboration de programmes de promotion de l'égalité des genres et de programmes en faveur des jeunes, et la formation des éducateurs, qui est un aspect important. Elle a jeté les bases pour la conduite, dans l'avenir, d'activités d'éducation au désarmement visant principalement à créer de meilleures conditions de sécurité pour les générations futures en Asie et dans le Pacifique. Le Centre régional a élaboré et lancé deux projets, l'un portant sur l'innovation responsable aux fins de la création d'un environnement sûr en Asie et dans le Pacifique et l'autre relatif à la formation des éducateurs, y compris le renforcement des infrastructures universitaires en vue de promouvoir l'éducation au désarmement et à la non-prolifération en Asie. Ces projets couvrent des domaines qui revêtent une importance capitale pour l'éducation au désarmement.

22. En 2019 et 2020, le Centre régional a continué de collaborer activement avec le bureau d'Hiroshima de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche à l'exécution du Programme de formation sur le désarmement et la non-prolifération nucléaires, collaboration qui était notamment axée sur le soixante-quinzième anniversaire des bombardements atomiques d'Hiroshima et de Nagasaki, ainsi que sur le cinquantième anniversaire du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires.

23. Le Centre régional s'est activement employé à dialoguer avec les jeunes sur les questions relatives à la maîtrise des armements, au désarmement et à la non-prolifération. Du 15 au 19 juillet 2019, il a aidé l'ambassade des États-Unis d'Amérique au Népal et la Youth Thinkers' Society, une organisation non gouvernementale locale, à accueillir 200 jeunes délégués de 20 pays d'Asie, dans le cadre de la conférence internationale Simul'ONU pour l'Everest, tenue à Katmandou. Les 21 et 22 août 2019, il a continué sur cette lancée en contribuant à la conférence mondiale Simul'ONU des Rotaract et Rotary, qui a été organisée par le District Népal-

Bhoutan de Rotary International à Pokhara (Népal) et qui a vu la participation de quelque 100 jeunes du Bhoutan, de l'Inde, du Liban, du Népal, de l'Ouganda et du Pakistan. À ces deux occasions, le Centre régional a tenu des séances de formation spécialisée sur des questions allant de la non-prolifération nucléaire à la cybersécurité, en passant par la prévention de l'extrémisme violent et les priorités concernant les femmes et la paix et la sécurité.

24. Le Centre régional s'est associé à l'International Youth Media Summit, manifestation qui s'est déroulée en juillet et en août 2019 à Pokhara et à l'organisation de laquelle il a prêté son concours. Ce sommet a réuni des jeunes cinéastes venus de 30 pays, qui ont pris part à des ateliers de renforcement des compétences durant lesquels ils ont produit des films traitant de problèmes mondiaux tels que la discrimination, l'environnement, la pauvreté, la violence fondée sur le genre et l'autonomisation des jeunes.

25. En février 2020, le Centre régional a collaboré avec le Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix et la République de Corée pour lancer un projet consacré à la question des jeunes et du désarmement et intitulé « Un avenir sans armes : les perspectives des jeunes sur le désarmement et la non-prolifération en Asie du Nord-Est ».

26. Le Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Afrique a continué de distribuer son bulletin d'information électronique à quelque 8 000 abonnés dans le monde et a ainsi donné à ces derniers des informations non seulement sur son mandat et ses activités, mais également sur les tendances observées au sein de la communauté du désarmement et les orientations futures de celle-ci.

B. Département de la communication globale

[Original : anglais]

27. Par l'intermédiaire de son réseau mondial de 59 centres d'information des Nations Unies, le Département de la communication globale a continué d'informer et d'éduquer dans leurs langues les populations locales sur les questions de désarmement et de non-prolifération, et de les associer aux activités qu'il mène dans ce domaine.

28. Durant la période considérée, les centres d'information ont organisé des campagnes et autres manifestations pour faire mieux connaître les travaux de l'ONU relatifs au désarmement et à la non-prolifération et pour éduquer les jeunes et le grand public sur ces questions et sur les conséquences dévastatrices des armes nucléaires.

29. En 2018, pour célébrer la Journée internationale contre les essais nucléaires (29 août), l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires et l'organisation non gouvernementale espagnole Paz y Cooperación ont lancé une campagne dans le cadre de laquelle elles ont invité les étudiants âgés de 17 ans ou moins à soumettre des œuvres d'art qui promeuvent l'arrêt des explosions nucléaires et la collaboration visant à bâtir un monde plus sûr. À l'occasion de la Journée internationale de 2019, les œuvres primées ont été exposées lors d'une manifestation tenue à l'Office des Nations Unies à Vienne et animée par le Directeur du Service d'information des Nations Unies à Vienne.

30. En décembre 2018, deux participants issus du Centre des visiteurs du Service d'information des Nations Unies à Vienne et leurs homologues venus de New York et de Genève ont assisté à la deuxième partie d'un programme d'information sur le pouvoir destructeur des armes nucléaires, organisé par l'Hiroshima Peace Memorial

Museum (Japon). Le programme visait à transmettre aux guides et aux autres membres du personnel des services des visiteurs de l'ONU des connaissances directes afin qu'ils puissent mieux expliquer les expositions sur le thème et communiquer efficacement l'objectif de l'Organisation consistant à instaurer un monde exempt d'armes nucléaires.

31. En 2019, le bureau des Nations Unies à Kiev a mis en ligne une série de photographies recueillies auprès d'entités des Nations Unies et de partenaires de l'ONU présents en Ukraine et illustrant les risques liés aux mines terrestres, les activités de déminage et les populations touchées. Ces photographies ont également été exposées à Kiev à l'occasion de la Journée internationale pour la sensibilisation au problème des mines et l'assistance à la lutte antimines, en avril 2019, puis dans les régions de l'est de l'Ukraine. En outre, le bureau a fourni un soutien en matière de communication au sous-groupe de la lutte antimines de l'équipe de pays pour l'action humanitaire et lancé, avec le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, une campagne de communication sur Facebook et Instagram à l'occasion de la Journée internationale. De même, il a mis au point un quiz sur la sensibilisation au danger des mines, qui a permis d'atteindre plus de 32 000 personnes sur Facebook.

32. En septembre 2019, la Directrice du Centre d'information des Nations Unies à Tokyo a animé une manifestation organisée par le Centre et des organisations de la société civile à l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination totale des armes nucléaires. Les intervenantes et intervenants, dont la célèbre actrice Yoshinaga Sayuri, ont souligné qu'il importait d'utiliser tous les moyens possibles pour favoriser l'abolition des armes nucléaires.

33. Le Centre d'information des Nations Unies à Tokyo a sous-titré et, en septembre 2019, mis en ligne sur sa chaîne YouTube une vidéo en japonais intitulée « Qu'est-ce que le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires ». En collaboration avec l'organisation non gouvernementale japonaise Network for Nuclear Weapons Abolition, il a organisé un symposium dans le bâtiment du siège de l'Université des Nations Unies pour célébrer la Journée internationale pour l'élimination totale des armes nucléaires. Il a diffusé le message du Secrétaire général publié à l'occasion de cette journée, ainsi que des messages relatifs à la paix, après quoi des représentantes et représentants du Ministère des affaires étrangères et de Network for Nuclear Weapons Abolition ont fait des exposés.

34. En septembre 2019, le Centre régional d'information des Nations Unies pour l'Europe occidentale à Bruxelles a facilité l'organisation d'une exposition sur les bombardements atomiques d'Hiroshima et de Nagasaki et les conséquences de la prolifération nucléaire, lors de laquelle son responsable pour l'Allemagne a prononcé une allocution d'ouverture.

Bibliothèque Dag Hammarskjöld

35. La Bibliothèque Dag Hammarskjöld a analysé et indexé tous les documents publiés et examinés par la Première Commission au cours des soixante-treizième et soixante-quatorzième sessions de l'Assemblée générale, ainsi que les discours et les votes relatifs au désarmement, et les a mis en ligne à la disposition des délégations, des fonctionnaires de l'ONU et des chercheurs et chercheuses du monde entier.

Sites Web et médias sociaux

36. Le Département a créé et tenu à jour le site Web multilingue de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires

en 2020, lequel a été valorisé et est entièrement accessible, et mis à jour et alimenté le site du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1540 (2004) et celui du Comité d'état-major.

37. Le Département a également mis à jour et alimenté les sites Web multilingues et entièrement accessibles consacrés aux journées internationales suivantes, dont la célébration est prescrite par l'Assemblée générale :

- Journée internationale contre les essais nucléaires (29 août) ;
- Journée internationale pour l'élimination totale des armes nucléaires (26 septembre) ;
- Journée internationale pour la sensibilisation au problème des mines et l'assistance à la lutte antimines (4 avril) ;
- Journée du souvenir dédiée à toutes les victimes de la guerre chimique (30 novembre).

38. Durant la période considérée, l'Équipe des médias sociaux a continué de présenter et de diffuser les activités de l'Organisation relatives au désarmement dans les six langues officielles, ainsi qu'en portugais, en swahili et en hindi. Elle a régulièrement conseillé les bureaux des équipes de communication de l'ensemble du système des Nations Unies sur la manière d'élaborer des messages percutants destinés aux médias sociaux, et s'est efforcée de faire mieux comprendre au grand public l'importance du désarmement, en mettant en avant les travaux qu'entreprend l'Organisation aux fins du désarmement général et complet. Les postes et les activités étaient liés à l'actualité, à la publication de rapports, aux déclarations du Secrétaire général et d'autres hauts fonctionnaires, ainsi qu'aux journées internationales et autres célébrations des Nations Unies.

39. Les producteurs d'informations et de contenu du Département ont assuré la couverture multimédia de toute une série d'activités liées au désarmement, y compris le déminage, la réhabilitation et l'intégration des ex-combattants, et les dépenses militaires mondiales, ainsi que de questions telles que l'impact des armes légères et de petit calibre, et la représentation des femmes dans les initiatives de désarmement et de non-prolifération nucléaire.

40. Dans le cadre de l'opération UNifeed du Département, qui permet de produire des programmes vidéo destinés aux organes de diffusion du monde entier, 45 programmes vidéo ont été conçus sur les questions de désarmement entre juin 2018 et mai 2020. L'opération a également permis de faire des reportages vidéo couvrant les appels en faveur d'un monde exempt d'armes, notamment celui lancé par le Secrétaire général lors de son entretien avec Sa Sainteté le Pape François en décembre 2019, ainsi que des reportages spéciaux sur le Comité préparatoire de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (mai 2019) et sur la visite des *hibakusha* au Siège de l'ONU en octobre 2019.

Initiative Impact universitaire

41. En mars 2020, les responsables de l'initiative Impact universitaire ont mené une série d'interviews sur l'éducation en matière de désarmement. La coordonnatrice des questions relatives à la mobilisation des jeunes du Bureau des affaires de désarmement a participé à une interview axée sur les programmes éducatifs mis en place par le Bureau à l'intention des jeunes, tels que l'initiative Youth4Disarmament et les concours « Poster for peace », « Art for peace » et « Poetry for peace ». La série

comprenait également une interview sur l'intérêt de faire du désarmement et de la paix une partie intégrante de l'éducation, une interview avec Yoshiro Tanaka, de l'université J. F. Oberlin de Tokyo, et une interview avec Kehkashan Basu, une jeune militante qui mène une action efficace dans les domaines de la justice climatique et du désarmement.

C. Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement

[Original : anglais]

42. Conscient de l'importance de l'éducation et de la formation en matière de désarmement et de non-prolifération, l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement a lancé, fin 2019, un programme dans le cadre duquel il invite des chercheurs et des chercheuses du monde entier à Genève, où ils passent jusqu'à quatre mois et contribuent à accroître la qualité et la diversité en ce qui concerne la recherche et le dialogue sur le désarmement. Il a également mis en place un programme professionnel destiné aux étudiantes et étudiants des deuxième et troisième cycles et visant à aider les jeunes à réfléchir à la possibilité de faire carrière dans le domaine de la sécurité internationale et du désarmement. Il continue d'organiser des séances d'information à l'intention des universitaires, des parlementaires, des représentantes et représentants des États et des groupes d'étudiantes et d'étudiants en visite à Genève et, en 2019, il a accueilli plus de 30 manifestations, dont la plupart étaient ouvertes au public et dont certaines étaient diffusées en direct sur le Web.

43. En 2019, l'Institut a fait paraître 42 publications ; un nombre croissant de ses publications sont disponibles non seulement en anglais, mais également en espagnol et en français. Afin de rendre ses recherches et ses connaissances accessibles à un public plus large et plus jeune, il a diversifié ses produits pour y inclure de courtes animations sur les questions de désarmement et de brefs commentaires et analyses, et mis au point des portails de ressources consacrés à des questions comme l'égalité des genres et les politiques de cybersécurité.

44. En 2019, le Service de Genève du Bureau des affaires de désarmement et l'Institut ont lancé un programme d'orientation sur le désarmement, qui s'adresse principalement aux diplomates et aux représentantes et représentants nouvellement arrivés à Genève. L'objectif de ce cours est de permettre aux professionnels établis à Genève de se familiariser avec les questions de sécurité cruciales et d'attirer leur attention sur les connaissances, les travaux d'analyse et les outils auxquels ils peuvent accéder lorsqu'ils cherchent à promouvoir des questions et des accords internationaux de maîtrise des armements et de désarmement, à en débattre ou à en négocier. Le cours a dans l'ensemble été accueilli favorablement et, vu l'intérêt qu'il suscite, il sera de nouveau dispensé en 2020.

45. En outre, l'Institut continue d'appuyer le Programme annuel de formation sur le désarmement et la non-prolifération nucléaires mis en place par le Bureau de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche à Hiroshima (Japon).

46. Bon nombre des activités d'éducation de l'Institut décrites dans les précédents rapports du Secrétaire général sont toujours en cours. On trouvera des informations plus détaillées sur les divers aspects de ces activités dans le rapport annuel du (de la) Directeur(trice) à l'Assemblée générale, ou sur le site Web www.unidir.org.

D. Agence internationale de l'énergie atomique

[Original : anglais]

47. L'Agence internationale de l'énergie atomique dispense des cours de sensibilisation et de formation pour favoriser la conclusion et l'application d'accords de garanties généralisées et de protocoles additionnels, dans le cadre de séminaires, d'exposés, de sessions de formation et de publications. Entre 2018 et 2019, elle a organisé des ateliers de sensibilisation à l'intention des diplomates en poste dans les missions permanentes et les ambassades situées à Berlin, à Bruxelles, à Genève et à Londres, des ateliers nationaux pour le Népal et Oman, et des visites de pays à Cabo Verde, en Érythrée et à Sao Tomé-et-Principe. En outre, elle a tenu des consultations avec les représentantes et représentants de plusieurs États membres et États non membres à Addis-Abeba, à Bangkok, à Genève, à Jakarta, à Lisbonne, à New York et à Vienne.

E. Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires

[Original : anglais]

48. La Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires a poursuivi son programme intégré de sensibilisation et de renforcement des capacités, d'éducation et de formation tout au long de la période considérée, afin de mieux faire connaître et comprendre le Traité et son régime de vérification.

49. En plus de collaborer avec les États, les organisations internationales et régionales et les organisations non gouvernementales, la Commission a également cherché à renforcer sa coopération avec les universités et autres établissements d'enseignement supérieur en vue d'encourager la recherche et l'analyse liées au Traité et à son régime de vérification, et de promouvoir l'inclusion du Traité dans les programmes d'études.

50. La septième conférence « Sciences et techniques » s'est tenue à Vienne du 24 au 28 juin 2019, dans le but de renforcer encore plus les liens étroits qui existent entre la communauté scientifique et technique et la Commission.

51. La Commission a accueilli des boursiers du Programme de bourses d'études, de formation et de services consultatifs des Nations Unies en matière de désarmement pour des visites d'étude intensives en 2018 et 2019.

52. Le Groupe de la jeunesse pour l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires a redoublé d'efforts pour promouvoir l'entrée en vigueur du Traité et la mise en place d'un régime de vérification. Ses membres ont organisé des conférences et autres manifestations ou y ont participé, rédigé des articles d'opinion, publié des articles et plaidé en faveur du Traité dans des forums mondiaux sur la paix et la sécurité internationales.

F. Organisation pour l'interdiction des armes chimiques

[Original : anglais]

53. L'éducation et la sensibilisation revêtent une importance vitale pour la poursuite de l'application de la Convention sur les armes chimiques. C'est pourquoi l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) a activement mobilisé ses principaux interlocuteurs, à savoir les États parties à la Convention, l'industrie chimique, la communauté scientifique, les milieux universitaires et les éducateurs et éducatrices, et le grand public, au cours de la période considérée.

54. Le Conseil consultatif de l'OIAC pour l'éducation et la sensibilisation a continué de conseiller et d'appuyer le Secrétariat technique de l'Organisation sur des questions essentielles d'éducation et de sensibilisation. À l'heure actuelle, il s'emploie en priorité à soutenir les efforts visant à accroître les campagnes ciblées de sensibilisation aux travaux de l'OIAC et à la nécessité de prévenir d'urgence la réapparition des armes chimiques.

55. Les initiatives d'éducation et de sensibilisation sont intégrées dans les programmes de l'Organisation et visent non seulement à éduquer les principaux interlocuteurs de l'OIAC, mais aussi à établir et à maintenir en place un mécanisme de collaboration, facilitant ainsi l'application de la Convention. L'éducation sera également une considération majeure dans le cadre de la conception et de la construction du Centre de chimie et de technologie de l'OIAC.

G. Organisme pour l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine et dans les Caraïbes

[Original : espagnol]

56. Depuis 2016, la Conférence générale de l'Organisme pour l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine et dans les Caraïbes (OPANAL) a adopté les documents CG/E/05/2016, daté du 10 novembre 2016, et CG/07/2019, en date du 7 novembre 2019, dans lesquels elle donne des informations sur les activités de l'Organisme relatives à l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération. Elle a également adopté les résolutions CG/E/Res.04/2017, datée du 28 septembre 2017, CG/E/Res.03/2018 et CG/E/Res.04/2018, en date du 15 novembre 2018, et CG/Res.10/2019 et CG/Res.11/2019, datées du 7 novembre 2019, par lesquelles elle promeut les activités menées sur la question et y donne suite.

57. En novembre 2015, la Conférence générale de l'OPANAL a adopté la résolution CG/Res.01/2015, relative à la relance du programme de stages organisé selon deux modalités (stages assortis d'un appui financier pour les ressortissants des États membres des Caraïbes et stages sans appui financier pour les ressortissants des autres États).

58. Les stages assortis d'un soutien financier visent à encourager la participation des États membres des Caraïbes aux travaux de l'OPANAL. C'est pourquoi, le 26 novembre 2015, l'OPANAL et le Royaume des Pays-Bas, un État partie au Protocole additionnel I au Traité visant l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine, ont conclu un accord de coopération aux fins de la fourniture d'une aide financière aux stagiaires caribéens.

59. Depuis lors, 8 jeunes du Belize, de Dominique, du Guyana, d'Haïti, de la Jamaïque et de Sainte-Lucie ont été accueillis dans le cadre de la première modalité

du programme, tandis que 15 étudiants d'Allemagne, de Bolivie, de Colombie, de Costa Rica, d'Équateur, des États-Unis, de France, du Japon et du Mexique ont été reçus dans le cadre de la seconde.

60. En collaboration avec l'Institut Matías Romero du Ministère mexicain des relations extérieures et le James Martin Centre for Non-Proliferation Studies du Middlebury Institute of International Studies de Monterey, l'OPANAL organise, chaque année, depuis 2014, des cours d'été sur le désarmement et la non-prolifération à l'intention des diplomates d'Amérique latine et des Caraïbes. En 2019, cinq éditions de ce programme avaient eu lieu et la sixième édition devrait se tenir en 2020.

61. Depuis 2017, quatre éditions du cours sur le désarmement et la non-prolifération des armes nucléaires ont été organisées à Montevideo, du 11 au 15 décembre 2017, à La Paz, du 3 au 7 décembre 2018, à Guatemala, du 13 au 17 mai 2019, et à Managua, du 24 au 27 septembre 2019. Les cours ont été dispensés en présentiel en espagnol et l'ex-Haut Représentant du Secrétaire général pour les affaires de désarmement, Sergio de Queiroz Duarte, a prêté main forte à cet égard en tant qu'instructeur.

62. Par les déclarations communes qu'ils adoptent deux fois par an, les États membres de l'Organisme ont, le 14 février, à l'occasion de l'anniversaire de l'ouverture à la signature du Traité de Tlatelolco, et le 26 septembre, dans le cadre de la Journée internationale pour l'élimination totale des armes nucléaires, réaffirmé qu'il importait de promouvoir l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération, convaincus de la contribution utile qu'elle apportait à la consolidation de la paix et de la sécurité internationales.

63. À l'occasion du cinquantième anniversaire du Traité de Tlatelolco, en 2017, il s'est tenu un séminaire international sur le thème « Un monde exempt d'armes nucléaires : est-ce souhaitable ? est-ce possible ? et comment pourrait-on y parvenir ? », auquel ont participé 12 experts de différentes nationalités. Dans le cadre de la célébration du cinquante et unième anniversaire du Traité, en 2018, une série de journées culturelles ont été organisées sur la pertinence de ce texte. De même, à l'occasion du cinquante-deuxième anniversaire (2019), il s'est tenu un cycle de conférences sur les antécédents du Traité et sur l'importance de ce texte. En 2020, lors du cinquante-troisième anniversaire, une conversation a eu lieu sur la pertinence et la validité du Traité de Tlatelolco face aux défis qui se posent actuellement en matière de désarmement.

64. L'OPANAL considère que l'un des meilleurs moyens de promouvoir l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération est la coopération continue avec les milieux universitaires, les organisations de la société civile, les organisations non gouvernementales et les centres de recherche et autres institutions de même nature.

IV. Application des recommandations par les organisations de la société civile et les organisations non gouvernementales

A. Ethics + Emerging Sciences Group de l'Université d'État polytechnique de Californie

65. Au cours des deux dernières années, l'Ethics + Emerging Sciences Group de l'Université d'État polytechnique de Californie à San Luis Obispo (États-Unis d'Amérique) a continué d'innover dans le domaine de l'intelligence artificielle et de la robotique, notamment en matière de sécurité, de défense et de renseignement. Il

s'agit là d'un domaine que le Groupe a contribué à façonner, et ses travaux continuent d'orienter les programmes de recherche dans le monde entier. Par exemple, le Groupe a récemment lancé un nouveau projet sur l'éthique de la police prédictive, financé par la United States National Science Foundation. Si cette question relève présentement du domaine national, elle présente également un intérêt pour la sécurité internationale et a des incidences sur celle-ci. Ces dernières années, le Groupe s'est également employé à cerner et à examiner de nouvelles questions dans d'autres domaines, comme les conflits qui pourraient surgir dans l'avenir dans l'Arctique et l'espace extra-atmosphérique. Outre les universitaires, il conseille les professionnels du secteur, les organismes publics et les organisations non gouvernementales sur l'éthique technologique.

B. Geneva Centre for Security Policy

66. Le Geneva Centre for Security Policy, fondation internationale créée en 1995 à l'initiative de la Suisse et désormais forte de 54 États membres, propose une formation avancée sur une série de questions liées à la sécurité, y compris le désarmement et la non-prolifération, à des centaines de représentants de gouvernements, d'organisations internationales, de la société civile et du secteur privé du monde entier. De 2018 à 2020, les cours avancés proposés sur ces questions portaient sur le Traité sur le commerce des armes, ainsi que sur la maîtrise des armements dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord et le droit international du désarmement. Des modules sur le désarmement et la prolifération des armes ont été inclus dans la plupart des autres programmes de cours avancés. Pour de plus amples informations, consulter le site www.gcsp.ch.

C. James Martin Centre for Non-Proliferation Studies

67. Depuis sa création, en 1989, le James Martin Centre for Non-Proliferation Studies s'efforce de lutter contre la prolifération des armes de destruction massive en formant la prochaine génération de spécialistes de la non-prolifération, tout en sensibilisant l'opinion publique mondiale à ces questions. Les étudiants de master en études sur la non-prolifération et le terrorisme suivent un programme de deux ans sanctionné par un diplôme qui allie travaux pratiques structurés conduits en présentiel au Middlebury Institute of International Studies de Monterey (États-Unis) à une formation en cours d'emploi dispensée au centre ainsi qu'à des stages dans des organisations internationales chargées de questions de non-prolifération et de désarmement. En dehors des étudiants de deuxième cycle, des instructeurs et instructrices et élèves d'écoles d'enseignement secondaire, des étudiants du premier cycle, des représentants de gouvernements, des diplomates et des scientifiques peuvent également bénéficier de la formation spécialisée dispensée par des experts du Centre selon des modalités variées. Le Centre fait de plus en plus appel à divers types d'outils et de nouvelles technologies d'apprentissage en ligne pour toucher un public plus diversifié. Il enregistre et met en ligne régulièrement ses séminaires et autres manifestations sur son site Web afin de faciliter l'accès du public au contenu pédagogique relatif à la non-prolifération et au désarmement. De même, il utilise de plus en plus les médias sociaux pour diffuser l'information et diversifier son audience et a lancé un programme de formation fondé sur des outils et technologies informatiques libres tels que l'imagerie géospatiale, la modélisation tridimensionnelle et l'analyse des mégadonnées, afin d'améliorer la vérification de la non-prolifération et du désarmement. De même, il a récemment intensifié ses activités

de sensibilisation auprès des jeunes femmes pour les encourager à faire des études sur le désarmement et la non-prolifération et à travailler dans ce domaine. Pour plus d'informations sur les activités éducatives menées par le Centre, notamment sur ses programmes multimédias en ligne, voir le site www.nonproliferation.org.

D. Lawyers Committee on Nuclear Policy

68. Le Lawyers Committee on Nuclear Policy mène des activités de recherche et de plaidoyer en vue de promouvoir l'élimination des armes nucléaires dans le monde et l'avènement d'un monde plus juste et plus pacifique grâce au respect de la législation interne et du droit international. En octobre 2018, le Comité des droits de l'homme a conclu que l'emploi et la menace d'emploi d'armes nucléaires étaient incompatibles avec le droit à la vie. Le Lawyers Committee a analysé et rendu publique cette conclusion dans le cadre de manifestations et par des écrits. Il a formulé des observations sur divers faits nouveaux survenus dans le domaine des armes nucléaires, du différend qui existe au sujet du Traité entre les États-Unis d'Amérique et l'Union des Républiques socialistes soviétiques sur l'élimination de leurs missiles à portée intermédiaire et à plus courte portée à une réunion du Conseil de sécurité sur la prochaine Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. Il a exhorté les autorités à prendre au sérieux les effets déstabilisateurs des nouvelles technologies, effets qui contribuent à accroître le risque de guerre nucléaire. Un membre du Conseil d'administration du Comité a animé un séminaire dans une faculté de droit sur le droit international et les armes nucléaires, et le Directeur exécutif du Comité a fait des interventions dans plusieurs facultés de droit.

E. Maires pour la paix

69. Dans le cadre de ses efforts visant à promouvoir l'avènement d'un monde exempt d'armes nucléaires et à accroître l'appui de l'opinion publique internationale à la réalisation de cet objectif, Maires pour la Paix mène les initiatives d'éducation à la paix suivantes pour encourager les jeunes générations à participer à des activités relatives à la paix : a) le Youth Exchange for Peace Support Program, par lequel des jeunes sont invités à Hiroshima (Japon) afin qu'ils prennent part à des initiatives centrées sur les expériences des *hibakusha* et sur leur désir de paix ; b) un programme de stages dans le cadre duquel des employés de villes membres situées dans d'autres pays travaillent comme stagiaires au secrétariat de Maires pour la Paix ; c) l'initiative Youth Peace Volunteers, grâce auquel des étudiants d'Hiroshima sont formés pour devenir des guides touristiques anglophones au Peace Memorial Park ; d) le Youth Forum, où les jeunes font part des réflexions qu'ils ont eues sur la paix dans le cadre d'activités relatives à la paix, et en débattent ; e) la promotion de l'éducation à la paix en vue de sensibiliser les jeunes générations ; f) la certification de l'Hiroshima-Nagasaki Peace Study Course aux fins de la conduite de cours universitaires visant à témoigner des conséquences réelles des bombardements atomiques.

F. Comité des ONG pour le désarmement, la paix et la sécurité

70. Le Comité des ONG pour le désarmement, la paix et la sécurité est un promoteur efficace du désarmement depuis 1970. Dès le départ, il s'est concentré sur la nécessité d'abolir les armes nucléaires. L'abolition des armes nucléaires demeure un de ses

objectifs prioritaires et doit rester dans le champ d'application du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, mais il faut également faire des avancées dans les domaines de la réduction, de la maîtrise et de l'inspection des armements. Le Comité appuie le Traité entre les États-Unis d'Amérique et la Fédération de Russie sur des mesures visant de nouvelles réductions et limitations des armements stratégiques offensifs, et est favorable à l'application intégrale de l'accord conclu avec l'Iran sous les auspices de l'ONU. En outre, depuis 1970, il publie le *Disarmament Times*, désormais disponible en ligne à l'adresse suivante : <https://ngodisarm.org/>. Dans cette publication, il met en lumière des articles d'auteurs du Bureau des affaires de désarmement, du Lawyers Committee on Nuclear Policy et d'établissements d'enseignement supérieur qui se concentrent sur les questions de désarmement. Il bénéficie de l'appui de la branche japonaise de Religions for Peace et publie les points de vue des responsables religieux qui appellent à un monde exempt d'armes nucléaires.

G. Nuclear Age Peace Foundation

71. Créée en 1982, la Nuclear Age Peace Foundation a pour mission d'éduquer et de former les personnes de tous âges et de tous horizons afin qu'elles puissent régler les problèmes techniques, sociaux et psychologiques les plus graves de notre époque, et survivre et s'épanouir au XXI^e siècle. Ses travaux sont principalement axés sur son institut de formation à la paix, qui propose un programme d'études gratuites aux étudiants de tous âges et forme les enseignants à l'utilisation efficace de ce programme. Pour de plus amples informations, consulter le site www.peaceliteracy.org. La Fondation prend part à de nombreuses activités éducatives centrées sur la paix internationale, notamment la production de matériel pédagogique publié en ligne et sur papier, l'organisation de conférences et l'élaboration de programmes à l'intention d'établissements scolaires. Les activités de la Fondation sont notamment les suivantes :

- Publication d'ouvrages par des membres de son personnel ;
- Organisation de plus de 100 conférences publiques sur la nécessité d'abolir les armes nucléaires ;
- Interaction avec les étudiants dans le cadre de son programme de stages et d'éducation à la paix.

H. Parlementaires pour la non-prolifération nucléaire et le désarmement

72. Parlementaires pour la non-prolifération nucléaire et le désarmement est un réseau mondial multipartite de plus de 700 parlementaires de 90 pays qui collaborent pour prévenir la prolifération des armes nucléaires, réduire les risques d'emploi des armes nucléaires et parvenir à un monde exempt de ces armes.

73. Les projets et activités menés par l'organisation de 2018 à 2020 sont les suivants :

- Exécution du Plan d'action parlementaire pour un monde exempt d'armes nucléaires, qui a été élaboré par l'organisation en coopération avec l'Union interparlementaire et l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe ;

- Prise de mesures et organisation de manifestations dans le cadre de Move the Nuclear Weapons Money, une campagne mondiale visant à réduire les budgets consacrés aux armes nucléaires, à mettre fin aux investissements dans l'industrie des armes nucléaires et à réaffecter ces budgets et investissements à l'appui à la paix, à l'action climatique et au développement durable ;
- Conduite d'interventions et de manifestations pour « Unfold Zero », une plateforme de promotion des initiatives de l'ONU destinées à favoriser l'avènement d'un monde exempt d'armes nucléaires ;
- Prise de mesures et organisation de manifestations en faveur de l'initiative « Assurer notre avenir commun : un programme de désarmement », lancée par le Secrétaire général en mai 2018, l'accent étant mis sur la participation des parlementaires, des femmes et des jeunes ;
- L'action relative à la maladie à coronavirus (COVID-19), ainsi qu'à la paix et au désarmement.

I. Bateau pour la paix

74. Durant la période considérée, Bateau pour la paix a continué de contribuer activement à l'éducation en matière de désarmement, notamment dans le cadre de son « Projet Hibakusha », qui permet de transporter les survivants des bombardements atomiques d'Hiroshima et de Nagasaki dans le monde entier afin qu'ils racontent leurs tragiques expériences, sensibilisent les populations aux conséquences humanitaires des armes nucléaires et appellent à l'abolition de ces armes. L'organisation a tenu des réunions avec les décideurs (représentants d'administrations municipales, nationales et régionales, et parlementaires), organisé des témoignages publics et fait des exposés devant des diplomates et des groupes de jeunes ainsi que des déclarations à la presse. Membre actif de la Campagne internationale pour abolir les armes nucléaires, elle a conduit plus de 200 manifestations publiques liées au désarmement au Japon et a notamment coordonné un programme d'éducation des jeunes au désarmement en partenariat avec la préfecture d'Hiroshima et la Campagne, et organisé la première visite à Hiroshima du lauréat du prix Nobel de la paix en 2018, Denis Mukwege. Ces activités ont aidé à attirer l'attention du public sur le débat relatif au désarmement nucléaire. Près de 6 000 Japonais et participants d'autres pays du monde ont assisté aux programmes d'éducation en mer de l'organisation Bateau pour la paix entre 2018 et 2020.

J. Fondation Simons

75. La Fondation Simons, basée au Canada, a une fois de plus offert des bourses pour la recherche universitaire sur le désarmement, la maîtrise des armements et la non-prolifération en 2019 et 2020, en partenariat avec Affaires mondiales Canada ; élaboré des documents d'information sur le désarmement nucléaire et la sécurité de l'Arctique ; coorganisé la Conférence annuelle sur la sécurité de l'espace extra-atmosphérique de l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement au Palais des Nations, à Genève, en 2018 et 2019 ; financé un poste de professeur(e) adjoint(e) chargé(e) des études internationales et une bourse d'études dans le domaine de la sécurité internationale à la Simon Fraser University (Canada), en 2019. Elle continue de financer les activités de la Chaire Simons sur le désarmement et la sécurité mondiale et humaine à l'École de politique publique et d'affaires mondiales de l'Université de la Colombie-

Britannique (Canada). La Présidente de la Fondation Simons fait également partie des fondateurs de cette entité, qui est l'un des principaux soutiens de la campagne « Global Zero », qui allie l'élaboration de politiques novatrices et le dialogue direct avec les pouvoirs publics avec la sensibilisation du public, notamment la conduite, dans les médias, en ligne et auprès des populations, d'initiatives visant à faire de l'élimination des armes nucléaires un impératif mondial urgent.

K. Soka Gakkai International

76. Entre juillet 2018 et mai 2020, Soka Gakkai International a mené diverses activités d'éducation en matière de désarmement, en s'employant notamment à sensibiliser le public aux dangers que représentent les armes nucléaires, notamment dans le cadre d'expositions, de conférences, de débats et de projections de films, souvent dirigées par des jeunes. L'organisation s'est efforcée de faire connaître l'importance de l'éducation en matière de désarmement dans les instances des Nations Unies grâce aux déclarations publiques et aux exposés qu'elle fait lors de manifestations parallèles. Elle s'est associée au Gouvernement guyanien et aux responsables de la Campagne internationale pour abolir les armes nucléaires pour organiser un forum caribéen sur le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires, l'objectif étant de sensibiliser les principales parties prenantes. Des initiatives telles que des séances d'information visant à sensibiliser le public aux menaces liées aux systèmes d'armes létaux autonomes, également appelés armes entièrement autonomes, ont été menées. En outre, l'organisation s'est efforcée d'entrer en contact avec d'autres acteurs en dehors de la communauté du désarmement afin de les sensibiliser, notamment dans le cadre des liens avec les objectifs de développement durable et dans les domaines de la non-violence et de la consolidation de la paix.

L. Centre de Vienne pour le désarmement et la non-prolifération

77. Le Centre de Vienne pour le désarmement et la non-prolifération est une organisation non gouvernementale internationale créée à Vienne à l'initiative du Ministère autrichien des affaires étrangères. Il est géré par le James Martin Centre for Non-Proliferation Studies du Middlebury Institute of International Studies de Monterey (États-Unis d'Amérique). Il est un espace consacré à la conduite de débats indépendants, à la recherche, à la sensibilisation, à l'éducation, ainsi qu'à la formation des représentants des gouvernements, des organisations internationales, des milieux universitaires et de la société civile.

78. L'un des programmes phares du Centre est le cours semestriel de courte durée sur la non-prolifération et le désarmement nucléaires organisé à l'intention des diplomates, en particulier ceux des pays en développement. Ce cours comprend un module préparatoire en ligne. Durant la période considérée, le Centre a mis à l'essai trois nouveaux cours sur les questions nucléaires destinés à divers publics. Il organise également de nombreux ateliers sur les questions de non-prolifération et de désarmement à l'intention des éducateurs et des éducatrices, des journalistes et des membres de la communauté internationale, et s'associe à des organisations internationales et aux milieux universitaires pour exécuter des programmes de formation et de sensibilisation. Pour plus d'informations sur les activités du Centre, consulter le site <http://vcdnp.org>.

M. Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté

79. Par l'intermédiaire de ses sections nationales et dans le cadre de son initiative de désarmement (Reaching Critical Will), la Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté a entrepris des activités liées aux recommandations 2, 3 et 4 entre juillet 2018 et mai 2020.

80. L'initiative Reaching Critical Will et les sections nationales du Burkina Faso, du Cameroun, de la Colombie, de la République démocratique du Congo et de la Suède ont toutes publié, en ligne et sur papier, un certain nombre de ressources, guides et fiches d'information sur le désarmement.

81. Des représentants de l'initiative Reaching Critical Will et des sections nationales des États-Unis d'Amérique, du Sri Lanka et de la Suède se sont exprimés lors de nombreuses manifestations locales et internationales sur le désarmement et la non-prolifération nucléaires et classiques, ainsi que sur les dépenses militaires. L'initiative Reaching Critical Will a également catalogué sur son site Web les principaux documents issus des réunions intergouvernementales tenues sur le désarmement nucléaire et les armes classiques.

82. En outre, l'initiative Reaching Critical Will a organisé des formations sur le Traité sur le commerce des armes, les systèmes d'armes entièrement autonomes et le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires. Les sections nationales de la Ligue au Sri Lanka et en Suède ont dispensé des formations sur le désarmement nucléaire et la consolidation de la paix.

N. Youth Arts New York/Hibakusha Stories

83. Youth Arts New York/Hibakusha Stories a tenu des ateliers d'éducation en matière de désarmement dans les lycées et universités de la ville de New York et des États de l'Alaska, du Massachusetts et de l'Oklahoma (États-Unis d'Amérique) ; des journées de développement professionnel pour les enseignants du secondaire au Siège de l'ONU ; un atelier sur l'action en faveur de la paix à l'intention des adolescents ; des navigations sur le fleuve Hudson sur le thème de la garde des matières nucléaires. L'organisation a produit du matériel éducatif pour le Bureau du Contrôleur et le Conseil municipal de la ville de New York, afin de les aider à supprimer les investissements dans les armes nucléaires et à élaborer une législation sur le désarmement. Dans le domaine des arts, elle a présenté un court film d'animation lors d'une exposition organisée dans le Colorado (États-Unis d'Amérique), achevé le documentaire intitulé *The Vow from Hiroshima*, contribué à plusieurs documentaires internationaux et mis à jour ses sites Web. Elle a participé à l'Assemblée Global Citizen tenue à Nagasaki (Japon) et au Forum de Paris de la Campagne internationale pour abolir les armes nucléaires, et a sensibilisé les parlementaires d'Andorre, de France et d'Espagne au Traité sur l'interdiction des armes nucléaires. La directrice du programme a été honorée par le Conseil municipal de New York pour le travail qu'elle fait sur le désarmement nucléaire.

V. Conclusions

84. L'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération reste un moyen important d'introduire le débat sur ces questions critiques dans les établissements scolaires de tous les pays afin d'informer les jeunes et de leur permettre de devenir

des agents de paix en les aidant à se mobiliser, à agir et à défendre l'importance du désarmement et de la non-prolifération.

85. Les réunions en présentiel étant fortement limitées en raison de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), les gouvernements, les organisations internationales et les groupes de la société civile développent leurs contenus numériques et recourent davantage aux nouvelles technologies telles que les médias sociaux pour diffuser des informations et élargir leur public. De nouvelles plateformes et de nouveaux outils sont actuellement mis au point et sont largement utilisés pour faciliter la conduite de réunions virtuelles au lieu de réunions en présentiel.
